

RAPPORT DE MONITORING DE PROTECTION REGIONS DU NORD ET BOUCLE DE MOUHOUN MARS 2020

- I. DEVELOPPEMENTS MAJEURS ET CONTEXTE OPERATIONNEL
- II. SECURITE PHYSIQUE ET PERSONNELLE
- III. VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE
- IV. PROTECTION DE L'ENFANCE
- V. LOGEMENT, TERRE ET BIENS
- VI. PROTECTION A BASE COMMUNAUTAIRE
- VII. SYSTEME DE PARTAGE D'INFORMATION ET COORDINATION
- VIII. RECOMMANDATIONS ET ACTIONS DE SUIVI REQUISES





I. CONTEXTE OPERATIONNEL

■ Région Nord

Le mois de mars 2020 a été marqué par l'accentuation des attaques des Groupes Armés Non Identifiés (G.A.N.I). 29 alertes sms portant sur des incidents de protection et/ou de sécurité ont été relayés par les équipes de monitoring basées au niveau des deux régions. Selon les leaders communautaires rencontrés, la province du Loroum/région du Nord est comme un passage par lequel entrent et ressortent des individus armés non identifiés et où les populations civiles sont exposées à tous les types de violations de droits humains. L'une des contraintes majeures à la mise en œuvre des activités de monitoring constitue l'accès aux zones d'intervention, du principalement à la précarité et la volatilité du contexte sécuritaire marqué par une forte présence de G.A.N.I. Ce constat est encore plus perceptible dans les communes de Bahn, de Sollé et de Ouindigui, où les PDIs qui repartent souvent pour chercher des vivres dans leurs localités de départ sont agressés ou tués. En dépit des actions de l'armée et celles des groupes d'auto-défense, les populations au sein de leurs villages ou sur les axes routiers sont régulièrement violentées physiquement, tuées ou voient leurs biens incendiés/détruits. Juste après une attaque, la promptitude de la réponse humanitaire est le plus souvent entravée par les risques liés aux IED. Le vol de bétail est phénomène très récurrent. L'atteinte à la vie de 43 personnes issues de la communauté peuhle dans la commune de Barga (région du Nord/province du Yatenga) le 8 mars 2020 reste encore gravée dans l'esprit de tous. Au cours de cet incident, on a noté également 7 cas de blessés graves et des maisons incendiées.

■ Région de la Boucle du Mouhoun

Dans la Boucle de Mouhoun, l'accès aux zones d'intervention constitue l'obstacle majeur pour les humanitaires, particulièrement dans les communes de Kombori, de Barani et de Sono dans la province du Kossi. Des actes d'intimidation par des G.A.N.I ont été signalés à Bouni et à Koumbri dans la province de Kossi où la population a été obligée de vider les villages pour se déplacer dans des grottes excentrées de la province. La région de la Boucle du Mouhoun laisse apparaître des tensions intercommunautaires qui sont le corolaire de la situation qui prévaut au Mali voisin (à Mopti qui connaît une tension entre Peulh et Dogon).



2,855 demandeurs d'asile dont 1,753 au Nord et 1,102 dans la Boucle de Mouhoun



74,000 déplacés internes dont 65,000 au Nord 9,000 dans la Boucle de Mouhoun



60 civils tués dans des contre des villages dont 49 au Nord et 11 dans la Boucle de Mouhoun



109 Personnes à besoins spécifiques soutenues en CASH dans les 2 régions



40 membres de comités de protection formés la protection et le rôle des communautés dans le monitoring

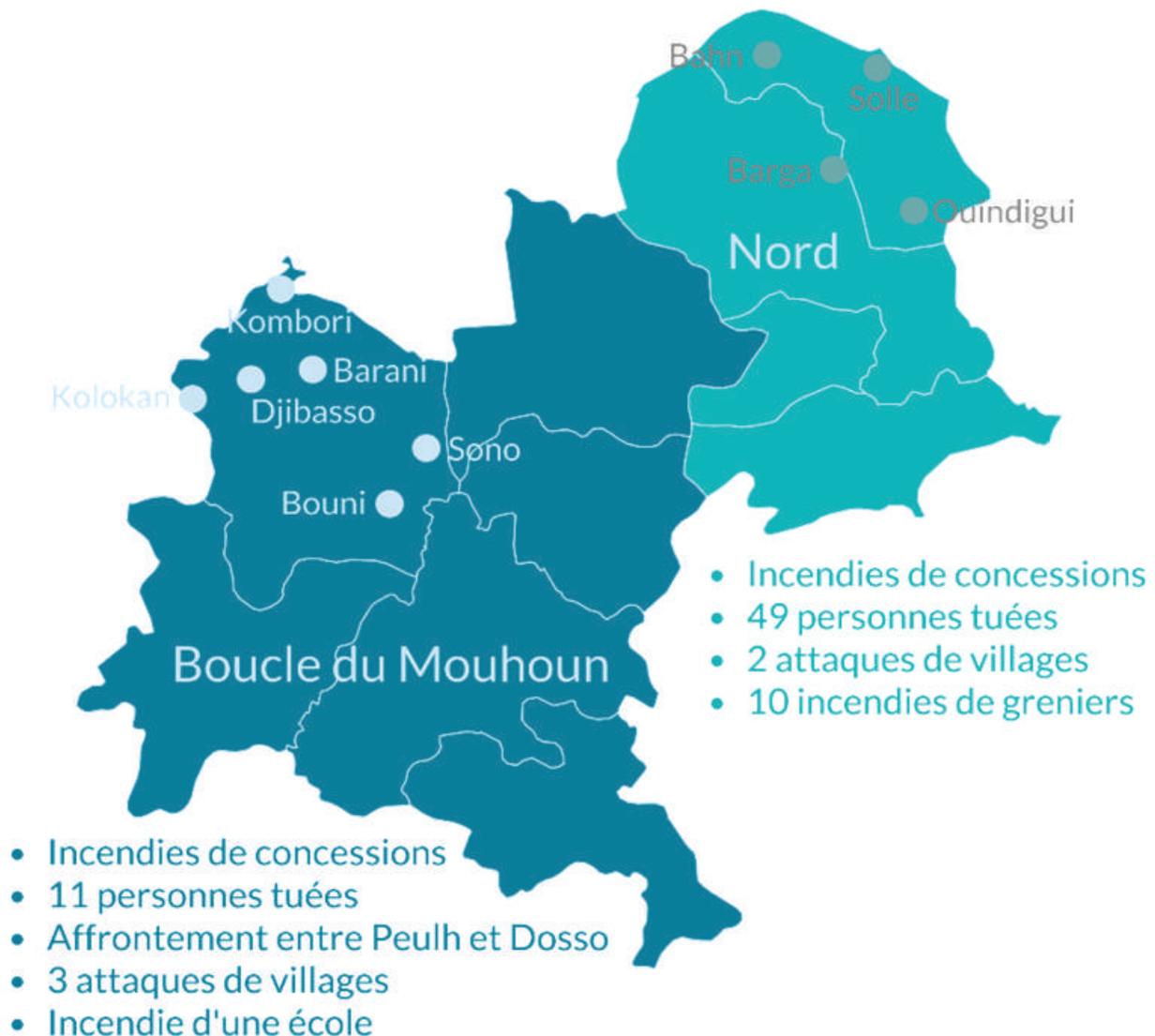


50 leaders communautaires et autorités locales formés sur la protection et leur implication dans l'action humanitaire



I. CONTEXTE OPERATIONNEL

Le 08 Mars 2020 à Kolonkan (Djibasso), un affrontement entre Peulh et Dosso de la communauté Dogon a causé la mort de 07 personnes, des maisons incendiées et des mouvements massifs de population à Djibasso. Par ailleurs, la région est durement frappée par la fermeture des écoles suite à des menaces dont sont victimes les enseignants. 75 écoles sont fermées, et ce bien avant les mesures dues au COVID-19. Le vendredi 13 Mars 2020, l'école primaire de Dian a été incendié par des G.A.N.I venus sur des motos. Les services sociaux de base tels que les CSPS, les structures communales et étatiques telles que les mairies ou les préfectures ne sont fonctionnelles que dans les centres/villes urbains – mais pas dès que l'on en sort.



II. SECURITE PHYSIQUE ET PERSONNELLE

SITUATION SECURITAIRE DANS LES ZONES COUVERTES

Les incidents sécuritaires sont de plus en plus nombreux dans les deux régions. Ils impliquent les FDS, les Groupes Armés Non Identifiés, les groupes d'auto-défense, les Groupes Armés Non Identifiés et les populations civiles. Outre les attaques des postes fixes de FDS, au cours du mois de mars, il y a une tendance aux incidents causés par des Engins Explosifs Improvisés (IED). Le 3 mars 2020, un cargo militaire est tombé sur un IED à 4 km de Bahn, faisant 3 morts. L'équipe de secours dépêchée de Ouahigouya à bord d'un véhicule est également tombée sur une autre mine, occasionnant à nouveau un autre mort.

Au 31 mars, l'administration publique s'est retranchée dans les grands centres urbains de la région du Nord et de la Boucle du Mouhoun. Quelques positions de l'armée sont présentes à Sollé, Bahn et Thiou pour ce qui est des communes frontalières avec le Mali. Au niveau de la commune de Ouindigui, il y a une faible présence de force publique, ce qui a donné place aux « volontaires pour la défense de la patrie » et autres groupes d'auto-défense comme les Kogleweogo, qui sont désormais sur le terrain. Le 18 mars 2020, 05 membres des Kogleweogo auraient perdu la vie suite à un affrontement les opposant à des Groupes Armés Non Identifiés.

Dans la Boucle du Mouhoun, le 02 mars 2020 à Kombori, des GANI venus du Mali y ont fait irruption, réduisant toute la ville en cendres. Le bilan a fait état d'une perte en vie humaine (le représentant des jeunes) et de cinq (5) blessés ainsi que des dégâts matériels causant ainsi le déplacement forcé de plus de 15 000 personnes qui se retrouvent sans abri.

INTERSOS n'a pas pu faire le monitoring de présence dans les communes à forts risques comme Sollé, Bahn et Ouindigui dans la région du Nord et à Toeni, Gomboro, Sono, Kombori et Barani dans la région de la Boucle du Mouhoun. Les relais communautaires ont permis de rapporter les incidents de protection. Les moniteurs des communes ci-dessus citées se sont repliés dans les Chefs-lieux de leur province.

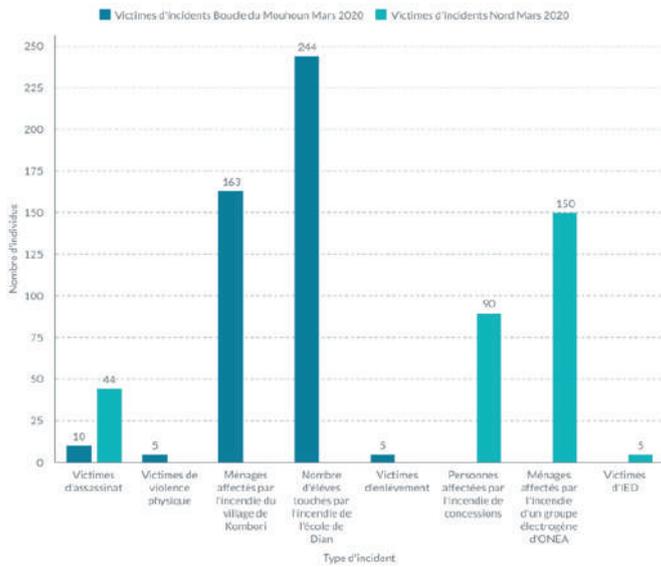
INCIDENTS DE PROTECTION DANS LES ZONES SOUS COUVERTURE

Tableau des incidents de protection et leurs conséquences

Tableau des incidents de protection			
Localité	Nb incidents	Type d'incident	Conséquences
Nord/Yatenga/Barga	1	Atteinte à la vie et à la propriété de la communauté peuhle	43 morts, 7 blessés grave et 6.000 PDI, une cinquantaine de concessions incendiées
Nord/Loroum/Ouindigui	2	Déplacement forcé de population, Intimidations	355 PDI avec des besoins en abri en vivre, en HEA
Nord/Loroum/Banh/Dagomba	1	Atteinte à la propriété	10 greniers incendiés réduisant 60 ménages en insécurité alimentaire
Nord/Loroum/Ouindigui/Hitté	1	Enlèvement suivi d'assassinat	1 personne tuée, 3 personnes libérées. Restriction de mouvement pour les membres de la population
Nord/Loroum/Ouahigouya/Bissighin	1	Sabotage de bien public	1 groupe électrogène de l'ONEA incendiées réduisant l'accès à l'eau pour 150 ménages
Nord/Loroum/Banh/Dagomba	2	Explosion sur des mines/Engin Explosif Improvisés	5 militaires morts, restriction de mouvement pour les humanitaires et les populations par peur de tomber sur une mine
BMH/Kossi/Bouni	2	Attaque de village, Menaces et intimidations	750 personnes déplacées vers la ville de Dédougou, Nabarani, Zonkuy, Lemini.
BMH/Kossi/Bouni	1	Enlèvement suivi d'assassinat	1 personne tuée, 3 personnes libérées. Restriction de mouvement pour les membres de la population
BMH/Kossi/Kombori	1	Attaque d'un village, incendie des maisons	1 personne tuée, environ 15 000 personnes déplacées, une trentaine de maisons incendiées
BMH/Kossi/Djibasso	1	Affrontement inter communautaire (Peuhl et Dosso/Dogon)	7 personnes tuées, exacerbation de tensions intercommunautaire, risque de représailles
BMH/Kossi/Dian	1	Incendie d'école	1 école fermée, 244 élèves n'ayant pas accès à l'école
BMH/Sourou/Kiembara	1	Attaque de la Caisse populaire	2 Personnes tuées.

Les communautés sont durement affectées par ces incidents en termes de perte en vies humaines, pertes matérielles, l'accès aux services sociaux de base et l'exacerbation d'une tension sociale. Des actions urgentes doivent être posées pour assister les victimes et pour prévenir que la situation se détériore davantage.

II. SECURITE PHYSIQUE ET PERSONNELLE



PROBLEMES SPECIFIQUES DE CERTAINS GROUPES A RISQUE

Les problèmes spécifiques de protection rencontrés dans la région du Nord et dans la Boucle du Mouhoun concernent les femmes cheffes de ménages dont les maris ont été tués lors d'attaques, les orphelins, les enfants en situation de handicap, les enfants séparés et les personnes âgées malades. Il y a aussi les victimes de Restes Explosifs de Guerre ou d'Engin Explosifs Improvisés, le cas de jeunes filles enceintes ou allaitantes sans soutien familial.

Témoignage d'une PBS assistée par Intersos en partenariat avec le HCR :

« Je viens de Dingoula Peulh. Ce matin du 08 Mars 2020, je ne peux m'empêcher de couler les larmes face à l'atrocité de ce que j'ai vécu ce jour. Je m'affairais à mes tâches ménagères, je n'ai su à quel moment des individus ont fait irruption dans notre concession, ils s'en sont pris à mon mari.

Un jour noir reste à jamais dans mon esprit, je ne sais comment ni pourquoi ces gens se sont pris à ma famille, n'ayant pas assez de force pour marcher, une jeune veuve que j'ai rencontrée m'a portée sur une charrette. Et nous avons rallié Ouahigouya sur la route de Youba le 08 Mars dans la soirée. A notre arrivée, assoiffées, affamées nous sommes restées devant la grande mosquée du secteur 6 avant d'être conduit deux jours plus tard par les autorités communales Barga sur le site route de Youba. Là, nous avons reçu la visite des Moniteurs d'INTEROS qui nous ont écouté puis assisté en cash. Avec l'aide de leurs partenaires, nous avons reçu une assistance en abris et en article ménager essentiels. Au-delà de la somme de 30000f, cette oreille attentive nous a permis de nous libérer un tant soit peu de notre douleur. Je ne peux m'empêcher de leur prodiguer des bénédictions. Puisse Dieu leur donner toujours la force de poursuivre les soutiens des populations dans le besoin. »



Age du bénéficiaire : 70 ans

Profession : Aucune

Vulnérabilité : Femme âgée ayant perdu son mari lors de l'attaque du 8 Mars

Date et lieu de l'entretien : 18 mars 2020, Route de Youba

Il y a eu également des jeunes filles adolescentes pour la plupart mères bénéficiaires du cash car jugées plus exposées aux risques de violence/abus sexuels. La spécificité de la vulnérabilité des personnes âgées est d'ordre sanitaire. La plupart d'entre elles ont vu leur état de santé se dégrader durant le déplacement.

Leur vulnérabilité est due également au fait que leurs fils ou petits fils, qui assuraient auparavant leur prise en charge, ont été tués lors des attaques. Il y a aussi parmi les PBS, des garçons sans occupation, ne partant pas à l'école, et exposés aux risques d'enrôlement dans les rangs des GANI

L'ERP effectuée dans la région du nord (à Ouahigouya et à Barga) fait ressortir une communauté peuhle victime de stigmatisation. Au cours du mois de mars 2020, 109 PBS ont bénéficié d'un appui en cash dont la valeur monétaire est de trois millions deux-cent soixante-dix-mille (3 270 000) franc CFA.

III. VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

Une autre situation à risque pour les femmes semble être les conditions de logement sur les différents sites. En effet, ces conditions exposent beaucoup les femmes aux violences sexuelles. Si certaines manquent d'abris et dorment à la belle étoile, d'autres vivent dans des abris de fortune dépourvus de toilettes et de latrines. Cela s'observe aussi bien dans les quartiers périphériques des chefs-lieux de communes, que sur les sites d'accueil des PDI sur la "route de Youba". Pourtant, l'un des moyens sûrs de prévention des violences sexuelles, c'est la préservation et la création de conditions garantissant aux femmes leur intimité. « L'homme est sensible à ce qu'il voit » nous a partagé en rigolant un leader communautaire lors des échanges sur la question, pour dire à quel point les femmes sont exposées.

Aussi, nous avons été informés par des sources locales de certains sites que des femmes PDIs seraient dans la pratique du sexe pour la survie dans la plus grande discrétion. A la suite de cette information qui reste à vérifier, les équipes de monitoring ont toutefois entrepris de renforcer la thématique VBG à travers notamment les points focaux communautaires (y compris les représentantes des femmes) .

Un cas de viol a également été signalé dans la commune de Séguénéga dans la province du Yatenga. Cependant, une approche individualisée du cas permettra de mieux le décrire et le documenter.

Il n'y a pas de mécanisme officiel voire un système de référencement officiel entre les acteurs humanitaires pour ce qui concerne le référencement des cas de VBG. Toutefois, avec l'ONG DRC, Intersos a travaillé en synergie sur 3 cas à Thiou (Yatenga/région du Nord). Il s'agissait de personnes qui avaient été enlevées et séquestrées par les GANI pendant des mois. Les victimes gardent encore des signes des sévices corporels subis.

Au regard du risque d'exposition aux abus sexuels chez certaines jeunes femmes, parfois cheffes de ménages (16 femmes de 16 à 37 ans), un appui en cash leur a été attribué soit pour initier des AGR, soit pour l'accès tout simplement aux services sociaux de base.

IV. PROTECTION DE L'ENFANCE

Les violations des droits de l'enfant dans les deux régions concernent principalement le non- accès à l'école et des conditions d'hygiène inadéquates. INTERSOS a mené un plaidoyer auprès de la Direction régionale en charge de l'éducation dans l'identification de mécanismes de réponse tels que l'implantation de centres à passerelle ou d'alphabétisation et aussi la mise en place d'espaces amis des enfants dans les sites de regroupement des PDI.

Les enfants des sites d'accueil montrent des signes de stress psychologique face à la précarité de leurs familles, le déplacement, les scènes d'atrocité (assassinats et incendies des maisons) dont ils ont été témoins. Les garçons sont exposés au risque de recrutement dans les groupes armés ou de radicalisation si les accusations et les préjugés à leur encontre perdurent.

Témoignage d'une fille survivante de mariage précoce et veuve assistée par Intersos en partenariat avec le HCR :

« Je suis originaire du village de Dingla Peulh. La matinée du dimanche 8 mars a été la pire journée de ma vie et c'est sûr que je ne pourrai jamais effacer ces images de ma mémoire. Comme à l'accoutumée les matins chaque femme vaque à ses corvées domestiques. Et mon mari lui attendait le petit déjeuner. Soudain quelques hommes armés ont fait irruption dans notre concession. Sans rien comprendre j'ai vu mon mari et mon beau père assassiné par des individus armés. J'ignore les raisons qui ont motivé cet acte. Je voyais les gens courir dans tous les sens avec un seul objectif survivre. C'est ainsi que je me suis retrouvée à Ouahigouya le même jour sans rien emporter comme vêtements et un grain de mil pour survivre à la faim. Une chose dont on n'avait pas pensé : la question de l'abri. Nous avons fait 2 jours sans savoir où dormir. Le 10 mars on nous a installés sur la route de Youba mais les mêmes difficultés demeurent. Fort heureusement, j'ai eu un entretien avec la monitrice d'INTEROS le 16 mars, chose dont j'avais besoin pour apaiser ma douleur, ma colère. Ma belle-mère qui était censée me reconforter était inconsolable. Le 18 mars j'ai bénéficié d'une aide qui me permettra de retrouver progressivement ma dignité. J'ai pu acquérir des habits et des vivres. Les entretiens m'ont remonté le moral. Merci à INTERSOS et ses amis pour le soutien ».

Age du bénéficiaire : 16 ans

Profession : Aucune

Vulnérabilité : jeune fille mariée précocement ayant perdu son mari lors de l'attaque du 8 Mars

Date et lieu de l'entretien : 18 mars 2020, Route de Youba

V. LOGEMENT, TERRE ET BIENS

SITUATION DE LTB DANS LA ZONE DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

Les difficultés de coexistence pacifique se font sentir autour des points d'eau et se traduisent par un manque de confiance entre autochtones et PDI. L'insuffisance de terres cultivables risque d'engendrer d'autres conflits quand l'hivernage va s'installer, car la majeure partie des PDI n'ont pas accès à la terre pour l'agriculture dans les zones d'accueil.

Quant à l'accès aux logements, dans la région de la Boucle du Mouhoun, les PDI vivent soit dans des familles d'accueil soit dans des maisons en location ou encore dans des maisons d'emprunt en périphérie. De façon globale, on remarque dans les deux régions une inflation des prix des loyers ces derniers temps : ainsi donc les PDI ont des difficultés à pouvoir couvrir les coûts de loyer (pour celles qui sont dans cette situation), du fait d'un manque de moyens financiers.

Pour ce qui est de la région du Nord, les disparités dans l'accueil des PDI créent un sentiment de frustration chez certaines PDI. En effet, pendant que les premières PDI installées sur "Route de Youba" ont eu l'accès à la terre grâce à un ressortissant du village de Youba qui a acquis le terrain et installé un forage pour elles, les nouvelles PDI arrivées suite à l'attaque de Barga ont quant à elles bénéficié de l'accueil des autorités régionales et même des acteurs humanitaires qui ont pu négocier des espaces avec les propriétaires terriens pour les abriter et les accompagner avec des infrastructures d'eau, de santé et d'assainissement. Grâce à l'assistance en abris du HCR et aux tentes de transit de MSF, les PDI venues de Barga ont trouvé un endroit où s'installer. Les besoins en abris restent encore à couvrir.

La gestion du bétail sur les sites d'accueil constitue aussi un autre défi. Pour exemple, avec près de 2000 moutons, 1500 chèvres, 500 bœufs et 50 ânes, les PDI de Barga sont préoccupées par l'insuffisance des ressources en eau et de l'absence d'espace pour pâturage. Certaines PDI auraient commencé à brader leurs animaux car disent-ils : « De deux maux, il faut choisir le moindre ! ». Ce qui aura un impact certain sur leurs moyens de subsistance à moyen et long terme.

Au niveau de la Boucle du Mouhoun, le mode d'achat des terres par les PDI n'est pas couvert par des actes authentiques (louer les terres moyennant un consentement verbal) alors que pour une superficie de 100m² le prix est de 500 000 FCFA. En sus, certaines familles de déplacées vivent en location dont le coût mensuel varie entre 5 000 FCFA et 9 000 FCFA.

ETAT DE DROIT

Sur les principaux axes de sorties de la ville de Ouahigouya et de Dédougou, les FDS assurent le contrôle de routine lors des entrées et de sorties. Pour ce qui est des postes de sécurité au niveau des chefs-lieux de communes, beaucoup demeurent vacants (Ouindigui, Koumbri, Kain/Région du Nord). Les autorités municipales qui résident dans les chefs-lieux de région font l'effort de délivrer les actes d'état civil à travers des audiences foraines appuyées par l'Association « Taabital Lobal » et l'ONG Educo au niveau de la région du Nord.

INTERSOS a relevé au cours de l'appui aux PBS que des enfants et certaines personnes âgées ne disposent pas de documents. Un plaidoyer a été mené auprès des autorités concernées pour leur faciliter l'accès à l'acte de naissance et de carte d'identité Burkinabè. On craint que la mesure de suspension des opérations d'enregistrement de CNIB ne vienne compromettre de telles recommandations.

VI. PROTECTION A BASE COMMUNAUTAIRE

COMITES DE PROTECTION

Dans la région du Nord, 40 membres des dix comités de protection ont été formés sur leurs rôles et responsabilités, avec pour objectifs de contribuer à la veille citoyenne par des alertes sur les différents incidents (sécuritaires, protection et violations des droits humains) et aussi de participer à la mobilisation sociale en vue des actions communautaires du projet (identification de PBS, enregistrement de plaintes etc.).

Les alertes SMS partagés, l'ont été, grâce au signalement des membres du comité de protection ou des points focaux. 15 cas d'incidents de protection au moins ont été identifiés par les Points focaux communautaire et/ou membres des comités de protection.

Une sensibilisation sur la paix et la coexistence pacifique ayant touché 82 femmes et 63 hommes soit un total de 145 personnes dans la région du Nord. 8 focus groups de discussion ont été réalisés avec l'appui des membres des comités de protection.

Au niveau de la Boucle du Mouhoun, la mise en place des comités de protection dans le Sourou et la Kossi n'a été effective qu'au cours du mois de mars. De ce fait, ils n'ont pas encore été formés.

LEADERS COMMUNAUTAIRES/AUTORITES LOCALES/SOCIETE CIVILE

La formation de 50 Leaders communautaires/autorités locales sur la redevabilité tenue le 24 mars 2020 offre l'opportunité d'attirer l'attention des leaders communautaires sur les devoirs des acteurs humanitaires qui interviennent au profit des PDI et même des populations hôtes. Un cahier de plaintes a été déposé à cet effet par INTERSOS sur le site des PDI "Route de Youba". La formation a été également une occasion de mener des sensibilisations sur la cohésion sociale au regard du risque élevé d'affrontements.

VII. SYSTEME DE PARTAGE D'INFORMATION ET COORDINATION

De prime abord, il faut dire que la collaboration avec les autres partenaires dans la zone de couverture est fort appréciable que ce soit dans la Boucle du Mouhoun ou dans la région du Nord. INTERSOS participe à toutes les rencontres aussi bien du groupe des acteurs humanitaires que de celles du groupe sectoriel de protection afin d'apporter sa contribution au plan stratégique, technique et financier.

Sur le plan stratégique, nous apportons notre réflexion sur la façon d'apporter l'aide humanitaire, quel dispositif d'accueil pour mieux accueillir et gérer les PDI et aussi partageons les résultats issus du monitoring de protection et les évaluations rapide de protection. Au plan technique, nous avons appuyé l'Action Sociale pour l'enregistrement des PDI. À l'endroit du HCR sur le terrain, les moniteurs ont soutenu les membres communautaires formés pour l'installation des RHU.

Au plan financier, après l'identification, les équipes de INTERSOS ont apporté une assistance en cash à 109 PBS dont 60 cas d'urgence au niveau de la province du Yatenga. En termes de collaboration avec les autres ONG, il faut dire que grâce aux moniteurs et aux relais communautaires, INTERSOS est plus proche des populations affectées et a pu faciliter les rapports entre les communautés bénéficiaires et les ONG telles que TdH, MSF, ACTED, HELVETAS.

ACTIONS REQUISES DU HCR

DOMAINES	ACTIONS	OBSERVATIONS
ABRIS	Appui à la location ou en matériaux de construction pour les ménages PDI	Il s'agit de planifier pour 1 000 ménages
LTB	Plaidoyer pour l'octroi et l'Aménagement des terres cultivables et de zones de pâturage pour les PDI	Pour l'ensemble des 40 000 PDI

PROTECTION TRANSVERSALE

CLUSTER	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
SECURITE, MINES, ALPC, REG	Région du Nord : <ul style="list-style-type: none"> • Barga peulh • Dingla Peuh • Ramdolla • Mené Peul • Lemnogo • <i>Route de Youba</i> 	Les populations affectées estiment qu'elles ne sont pas à l'abri d'autres attaques meurtrières. Il y a un sentiment de peur et de persécution surtout pendant la nuit.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réaliser un plaidoyer auprès des autorités régionales du Nord pour la réalisation de patrouilles des FDS au niveau des sites d'accueil pour renforcer la sécurité des PDI et de leurs biens qu'elles ont pu emporter avec elles ou bénéficiés 2. Appuyer les PDI à s'organiser et à mettre en place un système communautaire de surveillance et d'alerte surtout durant la nuit
EDUCATION	Région du Nord : <ul style="list-style-type: none"> • Titao • Sites de regroupement des PDI • Tangaye B. du Mouhoun : <ul style="list-style-type: none"> • Dî • Bourasso • Gomboro • Lanfièra • Toéni • Lankoué 	Déscolarisation des enfants	<ol style="list-style-type: none"> 1. Plaidoyer au niveau des Directions régionales et provinciales en charge de l'éducation pour un accès équitable à l'école 2. Créer des écoles temporaires en situation d'urgence, des EAE ou des centres à passerelle
SANTE	B. du Mouhoun : <ul style="list-style-type: none"> • Djibasso • Kassoum Région du Nord : <ul style="list-style-type: none"> • Site « route Youba » 	Difficile accès aux soins de santé par les PDI	<ol style="list-style-type: none"> 1. Plaidoyer pour la réouverture des centres de santé 2. Prise en charge de certains malades sur les sites 3. Plaidoyer pour la prise en main des acquis de MSF sur le site de Youba pour une pérennité des actions
ACCES A L'EAU POTABLE ET INFRASTRUCTURE D'ASSAINISSEMENT	<ul style="list-style-type: none"> • Ouahigouya • Touzagué • Tamsin • Saye • Lilgomdé 	La ville de Ouahigouya fait face à une insuffisance des ressources en eau potable. De ce fait, l'accès à l'eau est très limité sur les sites d'accueil, idem pour les toilettes. Les PDI défèquent à l'air libre. Cela pour les femmes et les hommes.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmenter les sources d'approvisionnement en eau (forages modernes, puits à grands diamètres) 2. Impliquer les populations dans la réalisation d'infrastructures Wash (latrines, lave-mains etc.) 3. Tenir compte des groupes sexo-spécifiques dans la réalisation desdites infrastructures (toilettes pour personnes handicapées, points d'eau pour personnes âgées etc.)

VIII. RECOMMANDATIONS ET ACTIONS DE SUIVI

PROTECTION TRANSVERSALE

CLUSTER	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
ABRI ET VIVRES	<p>Région du Nord :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Titao • Sollé, Ouahigouya • Tibou • <i>Route de Youba</i> • Thiou • Séguénéga <p>B. du Mouhoun :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toéni • Sono • Kombori • Barani • Gomboro 	<p>Certaines personnes sont installées à même le sol, soit sous des hangars ou sous les quelques arbustes du site. Les RHU et les tentes de transit mis en place sont en nombre dérisoire par rapport à la taille des PDI et ne répondent pas au standing de logement de la communauté peulh. Le nombre de repas est 1 plat par jour pour les ménages</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Prendre en compte les principes de la protection transversale dans la préparation et la fourniture de l'assistance dans les secteurs de l'Abri, de l'Assistance Alimentaire, la Santé etc. ; 2. Octroyer des appuis pour la location et/ou de matériaux de construction ; 3. Mettre en place un système d'identification et de prise en charge des personnes ayant des besoins spécifiques ; 4. Référer les PBS sans abri à Plan Burkina, à l'OIM ou Help
COEXISTENCE PACIFIQUE	<p>Région du Nord</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reka (Oula) • Ouahigouya • Titao • <i>Route de Youba</i> 	<p>Entre les nouvelles PDI Peulh, les anciennes PDI et la population hôte se dessinent des accusations et de la méfiance. Ces soupçons sont véhiculés à l'encontre des Peulhs qui semble-t-il sont à l'origine du déplacement des PDI anciennement installées sur <i>Route de Youba</i>.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de dialogues communautaires sur la cohésion sociale entre les PDIs (ancienne et nouvelles) et les Populations hôtes 2. Identifier et redynamiser au sein des communautés hôtes et PDIs les mécanismes communautaires de promotion du vivre ensemble et de la cohésion sociale 3. Considérer les populations hôtes et les anciennes PDIs dans la planification et la fourniture de l'aide humanitaire
VBG ET PROTECTION DE L'ENFANCE	<ul style="list-style-type: none"> • Tamsin, • AK, • Kapitalin, • Saye, • Touzagué, • Ouahigouya <i>Route de Youba</i> 	<p>La promiscuité des abris, la non séparation nette des femmes et des hommes dans l'utilisation des toilettes et des latrines là où elles existent exposent les femmes. La non occupation des enfants et la précarité actuelle des familles exposent les enfants à tout type d'abus et d'exploitation.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de sensibilisation sur les VBG (Actions préventives des violences sexuelles) 2. Mettre en place un système de gestion de cas des VBG 3. Renforcer le système d'orientation et de référencement des cas de VBG entre les acteurs de la région, particulièrement sur les sites d'accueil 4. Former les acteurs sur la thématique VBG pour une meilleure intervention adaptée au contexte



MESURES DE PREVENTION ET DE RÉPONSE AU COVID19



FORMATION DE L'EQUIPE SUR LE COVID-19

Cette formation a été réalisée par un Médecin de la région du Nord. Elle a porté sur la capacité de propagation de la maladie, les mesures préventives de la maladie : 1. Lavage des mains régulièrement au savon 2. Eviter de toucher la bouche, le nez, les oreilles par les mains 3. Utiliser régulièrement le gel hydro alcoolique sur les mains 4. Maintenir la distance de 1 m 5. Respecter les mesures mises en place par l'Etat Burkinabè. La formation a porté aussi sur les symptômes de la maladie et la conduite quand ces symptômes apparaissent.

Pour la Boucle du Mouhoun, cette formation n'a pas été réalisée à cause de la mise en quarantaine de la ville de Dédougou. Elle est planifiée pour le mois d'avril 2020.



SEANCES DE SENSIBILISATION

Sur toutes les communes d'intervention, les équipes ont organisé des séances de sensibilisation sur les mesures préventives du COVID-19. Ces sensibilisations ont été faites via des dépliants avec des images facilitant la compréhension à toutes les typologies de cible (enfants, femmes, personnes âgées).



MULTIPLICATION ET DISTRIBUTION DE DEPLIANTS DE SENSIBILISATION

Les dépliants en images avec des messages de sensibilisation ont été imprimés et distribués lors des activités avec les Points focaux, communautaires, les membres des comités de protection. Ils sont également distribués lors des séances de sensibilisation



SENSIBILISATION ET RAPPEL DES MESURES A L'ENDROIT DES EQUIPES

MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS AU BUREAU

Sensibilisation des équipes grâce à des posters affichés dans l'ensemble des bureaux et diffusés à toutes les bases. Ceci a été également disséminé pour le personnel tertiaire (gardiens, techniciens de surface, chauffeurs);

Des points de lavage des mains ont été installés avec des produits désinfectants dans toutes les zones de travail, ainsi qu'à l'entrée extérieure du bureau. Tout visiteur des bureaux INTERSOS est plié à ces exigences d'hygiène.